

**Arrêté interministériel du 14 Rabie El Aouel 1441 correspondant au 11 novembre 2019 modifiant et complétant l'arrêté interministériel du 27 Dhou El Kaâda 1421 correspondant au 21 février 2001 portant revalorisation des montants de l'indemnité pour participation aux activités d'intérêt général et de l'allocation forfaitaire de solidarité.**

— — — — —

Le ministre des finances,

La ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme,

Vu le décret présidentiel n° 19-111 du 24 Rajab 1440 correspondant au 31 mars 2019, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 94-336 du 19 Joumada El Oula 1415 correspondant au 24 octobre 1994, modifié et complété, portant application des dispositions de l'article 22 du décret législatif n° 94-08 du 15 Dhou El Hidja 1414 correspondant au 26 mai 1994 portant loi de finances complémentaire pour 1994 ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 13-134 du 29 Joumada El Oula 1434 correspondant au 10 avril 2013 fixant les attributions du ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme ;

Vu l'arrêté interministériel du 27 Dhou El Kaâda 1421 correspondant au 21 février 2001, modifié, portant revalorisation des montants de l'indemnité pour participation aux activités d'intérêt général et de l'allocation forfaitaire de solidarité ;

**Arrêtent :**

Article 1er. — Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté interministériel du 27 Dhou El Kaâda 1421 correspondant au 21 février 2001 portant revalorisation des montants de l'indemnité pour participation aux activités d'intérêt général et de l'allocation forfaitaire de solidarité, sont modifiées et complétées, en ce qui concerne le point 2, comme suit :

« Art. 2. — ..... (sans changement jusqu'à)

2- dix mille dinars (10.000 DA) par mois :

- les personnes sans revenu, âgées de dix-huit (18) ans, au moins, en possession d'une carte d'handicapé, atteintes d'un handicap visuel (cécité) ou auditif, d'un taux d'handicap de 100 % ;

- les familles sans revenu, ayant à charge une ou plusieurs personne(s) handicapée(s) à 100%, âgées de moins de dix-huit (18) ans et en possession d'une carte d'handicapé (cette allocation est versée pour chaque personne à charge et handicapée à 100 %) ;

L'allocation forfaitaire de solidarité est majorée d'un montant mensuel de cent vingt (120 DA) par mois et par personne à charge dans la limite de trois (3) personnes par famille ».

Art. 2. — Les dispositions du présent arrêté prennent effet, à compter du 1er octobre 2019.

Art. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 14 Rabie El Aouel 1441 correspondant au 11 novembre 2019.

Le ministre  
des finances

La ministre de la solidarité  
nationale, de la famille  
et de la condition de la femme

Mohamed LOUKAL

Ghania EDDALIA

— — — — ★ — — — —

**Arrêté interministériel du 25 Rabie Ethani 1441 correspondant au 23 décembre 2019 fixant les modalités d'intégration des bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés dans le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle.**

— — — — —

Le ministre des finances,

La ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme,

Le ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale,

Vu le décret présidentiel n° 19-111 du 24 Rajab 1440 correspondant au 31 mars 2019, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 95-54 du 15 Ramadhan 1415 correspondant au 15 février 1995 fixant les attributions du ministre des finances ;

Vu le décret exécutif n° 96-232 du 13 Safar 1417 correspondant au 29 juin 1996, modifié et complété, portant création et fixant les statuts de l'agence de développement social ;

Vu le décret exécutif n° 02-50 du 7 Dhou El Kaâda 1422 correspondant au 21 janvier 2002, modifié, fixant les règles d'organisation et de fonctionnement des services de l'emploi de wilaya ;

Vu le décret exécutif n° 06-77 du 19 Moharram 1427 correspondant au 18 février 2006, modifié et complété, fixant les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'agence nationale de l'emploi ;

Vu le décret exécutif n° 08-124 du 9 Rabie Ethani 1429 correspondant au 15 avril 2008 fixant les attributions du ministre du travail, de l'emploi et de la sécurité sociale ;

Vu le décret exécutif n° 08-126 du 13 Rabie Ethani 1429 correspondant au 19 avril 2008, modifié et complété, relatif au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle ;

Vu le décret exécutif n° 08-127 du 24 Rabie Ethani 1429 correspondant au 30 avril 2008 relatif au dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés ;

Vu le décret exécutif n° 10-128 du 13 Joumada El Oula 1431 correspondant au 28 avril 2010 portant réaménagement de l'organisation de la direction de l'action sociale de wilaya ;

Vu le décret exécutif n° 13-134 du 29 Joumada El Oula 1434 correspondant au 10 avril 2013 fixant les attributions du ministre de la solidarité nationale, de la famille et de la condition de la femme ;

Vu le décret exécutif n° 19-336 du 11 Rabie Ethani 1441 correspondant au 8 décembre 2019 portant intégration des bénéficiaires des dispositifs d'aide à l'insertion professionnelle et à l'insertion sociale des diplômés ;

#### Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 9 du décret exécutif n° 19-336 du 11 Rabie Ethani 1441 correspondant au 8 décembre 2019, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités d'intégration des bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés dans le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle.

Art. 2. — Sont concernés par l'opération d'intégration, les bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés, en activité, à la date du 31 octobre 2019.

Art. 3. — L'opération d'intégration des bénéficiaires du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés dans le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, s'effectue en coordination entre l'agence de développement social et l'agence nationale de l'emploi.

L'agence de développement social doit transmettre à l'agence nationale de l'emploi la liste exhaustive des bénéficiaires, cités à l'alinéa 1er ci-dessus.

Une copie de la transmission de la liste de ces bénéficiaires est adressée aux ministres chargés respectivement de la solidarité nationale et de l'emploi.

Art. 4. — Dans le cadre de la mise en œuvre de l'opération d'intégration prévue par les dispositions du présent arrêté, les directeurs de l'action sociale et de la solidarité des wilayas doivent mener la procédure relative à la résiliation des contrats d'insertion sociale des jeunes diplômés à la date du 30 novembre 2019.

Les directeurs de l'emploi des wilayas doivent mener la procédure relative à la signature des nouveaux contrats d'insertion des bénéficiaires au dispositif d'aide à l'insertion professionnelle, à dater du 1er décembre 2019, au niveau de la structure d'insertion initiale.

Art. 5. — Les bénéficiaires des contrats prévus à l'article 4 ci-dessus, conservent les années d'expérience acquise dans le cadre du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés.

Ils bénéficient des droits et obligations prévus par la réglementation régissant le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle.

Art. 6. — Les droits dus pour la période couverte par les contrats engagés, dans le cadre du dispositif d'insertion sociale des jeunes diplômés, sont pris en charge, le cas échéant, par l'agence de développement social.

Art. 7. — Les modalités pratiques de transfert des crédits nécessaires, au titre des exercices 2019 et 2020, du ministère chargé de la solidarité nationale vers le ministère chargé de l'emploi pour la prise en charge des bénéficiaires précités, sont précisées par le ministre chargé des finances.

Art. 8. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 25 Rabie Ethani 1441 correspondant au 23 décembre 2019.

Le ministre  
des finances

Mohamed LOUKAL

La ministre de la solidarité nationale,  
de la famille et de la condition  
de la femme

Ghania EDDALIA

Le ministre du travail, de l'emploi  
et de la sécurité sociale

Tidjani Hassan HEDDAM